



VIGILANCE ET ACTION

"Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction"

buletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE (M.I.L.)
N° 37 MAI 1990 ISSN 0989-3237

L'AFFAIRE NUCCI :

QU'ONT-ILS FAIT DE LA JUSTICE ?

par Raoul Bêteille

Conseiller à la Cour de cassation
Vice-Président du M.I.L.

La gauche a hissé au pouvoir judiciaire le Syndicat de la magistrature né en mai 1968 et dont les jeunes dirigeants ont alors ouvertement et publiquement pris parti pour la délinquance, contre la justice qu'ils étaient censés servir. C'est qu'ils voulaient abattre la société : l'existence d'un appareil judiciaire prenant le relais de la vengeance privée -même s'il est imparfait- est inséparable de l'existence d'une société ; pour abattre la société, il fallait donc, entre autres, jeter la justice par terre.

Qui veut tuer sa société l'accuse de la rage... Ils ont donc appliqué ce qu'on appelle une politique "de rupture". Ils disaient que, l'Homme étant bon (comme on le voit tous les jours) et la société étant mauvaise, il n'y a jamais d'autre criminel qu'elle-même : l'auteur apparent du forfait en est la première victime, tout aussi bien que l'assassiné en personne. Rien de plus injuste, donc, que cette justice qui s'en prend à l'assassin, parfait innocent qu'il suffirait de soigner.... Ainsi bouclaient-ils la boucle en expliquant leur intention déclarée d'abattre la justice dans le dessein d'abattre la société.

Encore une fois, ce sont eux qui sont maintenant au pouvoir. Et c'est pourquoi nous assistons depuis des années à une longue, patiente et systématique démolition de l'appareil judiciaire par l'intérieur de cet appareil, la modération n'étant qu'apparente de ceux qui, occupant enfin les postes les plus élevés d'où ils dirigent les opérations, ont aujourd'hui à se défendre, dans les congrès, contre les jeunes loups désireux de voir le syndicat rompre, même, avec le pouvoir socialiste...

Cette oeuvre d'auto-destruction a été et reste accompagnée, au dehors, par ce qu'on appelle l'intelligentsia, c'est-à-dire un conglomérat de journalistes, écrivains et philosophes ou prétendus tels, et prétendus intelligents, qui ont efficacement secondé les termites en répandant, pour l'essentiel, l'idée que toute peine -et non pas seulement la peine de mort- est injuste et inutile, sauf toutefois s'il s'agit de réprimer la

"délinquance en col blanc", les excès de vitesse sur autoroute ou l'expression d'idées regrettables. Pour ce qui est des assassinats de vieillards, du viol et du massacre des enfants, de l'attaque à main armée des convois de fonds, sans parler des cambriolages insupportables qui se multiplient sans trêve, le bon peuple est invité à "comprendre" : et c'est bien cela, après tout, "l'intelligence".

La cohorte de l'intelligence, qui travaille ainsi tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'appareil judiciaire, regroupe deux catégories entre lesquelles, bien entendu, se meuvent quelques hybrides intéressants à étudier. Mais on retiendra pour l'essentiel qu'à l'un des bouts, il y a les cyniques, ceux qui savent ce qu'ils font, et, à l'autre, ceux qui sont de bonne foi dans leur désir de plaire à Marie-Chantal : ce sont les gobe-lune, qui ne voient pas tous très bien où ils nous entraînent.

Le dernier chef-d'oeuvre de la collaboration des cyniques et des gobe-lune orchestrée par la gauche a été le coup de l'amnistie : l'affaire Nucci. C'est un coup magnifique.

Alors, comme ça, non seulement la justice est injuste par définition, mais elle se paie le luxe d'être "à deux vitesses !" Elle est sévère pour les pauvres bougres et laisse aller les prévaricateurs de haut vol (c'est le cas de le dire) !

Voici donc au travail, et la main dans la main comme d'habitude, les cyniques et les gobe-lune de l'intérieur de l'appareil comme de l'extérieur : à l'intérieur, quelques-uns bien intentionnés et quelques autres qui le sont moins, les uns et les autres agissant en harmonie avec leurs homologues de l'extérieur, se sont mis à l'heure de l'indulgence pour les justiciables non amnistiés. Cela peut se comprendre. Mais cela s'appelle "casser la baraque". Il fallait y penser.

Voilà ce que la gauche est en train de faire. Elle casse la justice pour casser notre société.

Monsieur Mitterrand serait-il un disciple attardé de Monsieur Prudhomme ? Ce personnage caricatural du siècle dernier proclamait : "Ce sabre est le plus beau jour de ma vie. Je m'en servirai pour défendre la République, et au besoin pour la combattre". Lorsqu'il a été réélu en 1988, le Président de la République aurait pu, avec la même honnêteté, nous avertir qu'il se servirait de sa fonction pour unir la France, et au besoin pour la diviser.

Il faut assurément faire un effort de mémoire pour se rappeler la campagne présidentielle de 1988. Un slogan : la France unie ; un grand absent : le socialisme, ainsi que tout ce qui peut y faire penser ; une enfilade de formules creuses, la "lettre à tous les Français", où le candidat s'engageait essentiellement à ne pas troubler le sommeil de ses concitoyens.

CAP A GAUCHE

Deux ans plus tard, changement brutal. Le Président retrouve les accents, les propos, les projets de 1981. Qu'il s'agisse d'une attitude délibérée, c'est ce que prouve le nombre de gestes qui vont dans ce sens.

C'est ainsi qu'on a vu se reconstituer l'union de la gauche, de façon symbolique et spectaculaire, lors du vote sur la loi dite "antiraciste". Si les socialistes ont accepté que le débat eût lieu sur un tel sujet à partir d'une proposition de loi déposée par les communistes, c'était évidemment pour décerner au P.C. un brevet de respectabilité, en lui accordant même la fonction de dire le droit en matière de morale républicaine. Donner une telle satisfaction aux communistes, et le faire en 1990, après les événements qui ont marqué l'Europe de l'Est, c'est faire preuve d'un cynisme absolu qui ne peut s'expliquer que par des raisons stratégiques assez puissantes.

Le même esprit préside au retour en force des vieilles formules sur la lutte contre les inégalités. Bien entendu, dans la conception socialiste traditionnelle, on n'envisage pas une seconde de réduire ces inégalités en élevant les niveaux les plus bas : il est beaucoup plus facile d'abaisser les niveaux les plus élevés en proclamant qu'"il faut faire payer les riches". Quant aux moyens pour y parvenir, il suffit d'aller les puiser dans le vieil arsenal des mesures fiscales. C'est ainsi

qu'on a exhumé l'augmentation des taxes sur les successions et sur les plus-values, ainsi que la dénaturation de la taxe d'habitation transformée en impôt sur le revenu.

L'enseignement ne saurait évidemment échapper au retour en force d'une idéologie simpliste. La qualité, l'exigence, l'excellence sont des notions plus que jamais suspectes : priorité à la quantité, au nombre, à la masse. 80 % des jeunes Français seront titulaires du baccalauréat, presque autant entreront à l'université. Quant aux grandes écoles, elles sont sommées de doubler les effectifs de leurs élèves et d'en recruter un plus grand nombre dans des milieux sociaux plus modestes : faudra-t-il renoncer au régime des concours et accorder des points en fonction de critères sociaux, comme en régime soviétique ?

UNE STRATEGIE TROUBLE

Si l'on voit bien la cohérence de l'attitude actuelle de Mitterrand, on peut s'interroger sur les objectifs qu'il poursuit à long terme, car les inconvénients et les dangers ne sont pas minces.

Les plus graves de ces inconvénients, c'est la France qui les subit. Vouloir "faire payer les riches", c'est en fait inciter les riches à aller placer leurs capitaux hors de France, puisqu'ils pourront le faire librement dans la Communauté européenne à partir du 1er juillet. C'est donc menacer le franc et pénaliser les entreprises françaises, au moment où l'Allemagne de l'Ouest, que l'on disait en difficulté du fait de l'afflux venu de l'Est, connaît un taux de croissance de 4%. A plus long terme, ouvrir en grand les vannes dans l'enseignement, c'est dévaluer les diplômes et dégrader les formations qui avaient fait la preuve de leur valeur et de leur efficacité. C'est donc préparer une baisse de niveau générale et pousser à la fuite des cerveaux.

Pour Mitterrand lui-même, les risques sont importants. En brandissant ainsi le drapeau d'un socialisme pur et dur, il s'aliène non seulement les milieux économiques et financiers, mais aussi tous les cadres supérieurs et moyens, dont lui-même et son parti ont besoin pour gagner les élections. Quel est donc le calcul de Mitterrand ?

DROIT DE VOTE AUX IMMIGRES
et NATURALISATION MASSIVE :

**un même danger toujours
d'actualité**

APRES " L'ETAT PS VEUT DONNER LE DROIT DE VOTE AUX IMMIGRES" , VOICI la nouvelle campagne de fond du MIL sur le thème "NATURALISATION MASSIVE, INVASION LEGALE". De même, pour les élections partielles, le MIL lance deux campagnes sur les thèmes : "ICI COMME A L'EST, LIBERONS NOUS DES SOCIALO-COMMUNISTES" ET "UNION DES DROITES CONTRE LA GAUCHE".

Lundi 26 juin 1989, le Quotidien de Paris a diffusé une interview de Gilles CATOIRE, maire socialiste de Clichy sur Seine. Celui-ci a déclaré : "POUR AVOIR LA MAJORITE IL FAUT DONNER LE DROIT DE VOTE AUX IMMIGRES". De même, en octobre dernier, Paul LORIDANT, sénateur maire socialiste de l'Essonne, a déposé une proposition de loi "tendant à accorder le DROIT DE VOTE AUX RESSORTISSANTS ETRANGERS pour les élections municipales dans leurs communes de résidence". Proposition qui a été signée par le président du groupe socialiste et ami proche de Mitterrand, Claude ESTIER.

Mais d'autres socialistes sont pour des méthodes plus discrètes. Ainsi Jean-Yves AUTEXIER, député socialiste de Paris au titre de la suppléance de Georges SARRE, secrétaire d'Etat du gouvernement Rocard et camarade de courant de Paul LORIDANT, apporte une réponse différente: "ACCORDER PAR LA LOI LE DROIT DE VOTE A DES ETRANGERS ? IL Y A PLUS SIMPLE ET PLUS RAPIDE. Dans quelques jours, je déposerai une proposition de loi au bureau du groupe pour LIBERALISER LES REGLES DE L'OBTENTION DE LA NATIONALITE, POUR FAIRE EN SORTE QU'UN ETRANGER, VIVANT SUR NOTRE TERRITOIRE DEPUIS UN CERTAIN NOMBRE D'ANNEES, PUISSE FAIRE UNE DECLARATION DE SOUSCRIPTION NATIONALE. De cette manière, on accorderait ainsi rapidement nationalité et citoyenneté. Cette réforme est à portée de main." (source : POLITIS).

Réunion du bureau exécutif du PS du 2 mai 1990 : Jean-Jacques QUEYRANNE a précisé que le PS va demander que soient "FACILITEES LES PROCEDURES DE NATURALISATION", il a rajouté que "la question du vote des immigrés est reportée mais doit rester un objectif" (FIGARO 3/5/90).

Il s'agit de l'expression directe de la volonté des socialistes de s'assurer une majorité importante et stable dans le pays. Ils veulent dénaturer la notion même de Nation française.

Nous devons réagir, faire face. C'est pourquoi le MIL, Après avoir lancé de nombreuses campagnes contre le droit de vote des immigrés de nationalité étrangère et cela depuis 1987, lance une grande campagne sur le problème des naturalisations massives comme moyen pour les socialo-communistes de trouver de nouveaux électeurs.

**MITTERRAND S'EN VA-T-EN
GUERRE suite**

Il peut présenter plusieurs facettes. Mitterrand peut se dire que son parti pris de discrétion et de recherche du "consensus", longtemps bénéfique, est aujourd'hui nocif, puisqu'il le fait baisser dans les sondages. Il lui faut donc, pour remonter, faire l'inverse, c'est-à-dire pratiquer une politique de présence offensive. Il peut aussi jouer sur le temps. Constatant que ses troupes se démobilisent et désagrègent, il s'efforce, dans une première étape, de reconstituer la consistance de son noyau dur, se réservant, quelque temps avant les élections législatives de 1993, de revenir à une attitude plus conciliante et d'en appeler à l'union nationale.

Il est enfin probable que Mitterrand croit pouvoir se permettre beaucoup de choses en fonction du calcul suivant : si la gauche n'a à peu près aucun atout qui puisse lui permettre de remporter la victoire, la droite, en revanche, déploie toute son ingéniosité et son activité pour organiser sa propre défaite. En d'autres termes, une droite majoritaire, mais qui se divise et qui se déchire, et qui fait tout pour rendre sa fracture irréparable, remplit toutes les conditions pour offrir au président de la République et à son parti une victoire qu'ils n'ont aucune chance de remporter par leurs propres forces.

Le piège qui a si efficacement fonctionné en 1988 est de nouveau en place, plus tendu que jamais. Les dirigeants de la droite doivent se souvenir que s'ils y tombent, ce n'est pas seulement leur perte qu'ils entraînent, c'est aussi la perte de tous ceux qui leur font encore confiance. Ceux-ci, qui sont de plus en plus troublés, ne pardonneraient pas si, étant les plus forts, ils étaient conduits à la défaite une fois de plus. Une fois de trop.

**NATURALISATION
MASSIVE**

**INVASION
LÉGALE**

MIL MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ
2, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS **MIL**

MITTERRAND CENSURE

LE POUVOIR SOCIALISTE

Par Philippe LETTERON

Il y a quelques jours, devant un auditoire de collégiens et de lycéens, un certain Mitterrand a prononcé un violent réquisitoire contre la politique du pouvoir en place depuis neuf ans, en matière d'éducation. En dénonçant péle-mêle l'insuffisance dramatique des locaux, le manque d'ingénieurs qui se fait sentir cruellement, l'inadaptation des filières, les grandes écoles qui sont fermées comme des chasses gardées réservées aux nantis, bref l'inégalité des chances menant à l'inégalité sociale, l'orateur posait une vraie question : que fait le gouvernement ? Que fait le président de la République, qui traite et décide de tout depuis neuf ans ?

Ce n'est pas la première fois que ce pourfendeur des inégalités s'en prend à l'action du gouvernement socialiste. Encore récemment, à Auxerre, il dénonçait, en des termes très vifs, le "déficit social" auquel avaient conduit neuf ans de socialisme. Parmi les exclusions provoquées par cette politique, il mentionnait "la difficulté à se loger, l'impossibilité de se loger dans des conditions convenables ou de trouver tout simplement un logement parce que c'est trop cher". Aucun homme politique, en France, n'avait jusqu'à présent aussi bien démontré l'échec social d'un président de la République sous le règne duquel les inégalités s'étaient accrues, dans des proportions jamais vues.

Il est pourtant un domaine où sa verve destructrice s'exerce avec un talent inégalable, c'est quand il dénonce "l'argent qui pourrit, l'argent qui corrompt" ou quand il s'indigne contre

ceux qui gagent des millions en dormant. On croit savoir, dans les milieux informés, qu'il viserait ainsi l'entourage le plus direct du chef de l'Etat lui-même qu'il invite sans ménagements à balayer devant sa porte.

Menant depuis des semaines une véritable croisade contre les erreurs et les insuffisances du pouvoir, ledit Mitterrand est en passe de devenir le leader incontesté de l'opposition. Chirac, Giscard, le Pen s'inquiètent car il pourrait bien remporter les primaires organisées par Pasqua et Seguin.

Pourtant, faisant suite à des rumeurs persistantes, le bruit commence à se répandre que Mitterrand et l'actuel président de la République ne seraient qu'une seule et même personne.

La Faculté, consultée, conclurait à un cas aigu de schizophrénie.

"La GAUCHE c'est ce qui est
tordu,
la DROITE c'est le plus court
chemin d'un point à un autre !"
Général de GAULLE

VIGILANCE & ACTION est édité par
le Mouvement Initiative et
Liberté
4 rue F. Mistral, 75015 Paris

Directeur de la publication : A.
Decocq
Imprimerie Lemaire, 95000 Cergy-
Pontoise
Dépôt légal à parution

DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVoyer AU N° 4 rue F. Mistral 75015 Paris, Tel : 45 54 15 57	VIGILANCE & ACTION
Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL) (OUI/NOU) déclare vouloir s'abonner au bulletin "VIGILANCE & ACTION" (OUI/NOU)	est édité par le
NOU : ADRESSE :	MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTÉ
DATE ET LIEU DE NAISSANCE : PROFESSION :	Directeur de la publication A. DECOcq
COTISATION MEMBRE : 100 Frs COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs COTISATION BENEVOLENT : à partir de 1000 Frs	Imprimerie Lemaire 95000 Cergy-Pontoise
ABONNEMENT AU BULLETIN : 150 Frs (les adhérents reçoivent automatiquement le bulletin V&A) (la carte d'adhérent du MIL est renouvelable chaque année. L'année 1990 débute du 1 ^{er} octobre 1989 au 31 décembre 1990)	Dépôts légal à parution
PRENOM : TELEPHONE : DATE ETABLISSEMENT : SIGNATURE	